

## **Un nouveau rapport décrit la société civile comme un espace « contesté et sous tension »**

Publication

21 février 2017

Selon les conclusions de l'étude menée dans 22 pays et publiée par CIVICUS, The Global Civil Society Alliance et The International Center for Not-for-Profit Law (ICNL), la société civile est un espace contesté et sous pression.

Le rapport intitulé [Un espace contesté et sous pression : portrait de l'environnement favorable de la société civile dans 22 pays](#), rassemble les avis obtenus grâce aux Évaluations nationales de l'environnement favorable (EENA, par ses sigles en anglais) qui ont été menées dans le monde entre 2013 et 2016.

Les EENA emploient une méthodologie d'étude participative et axée sur l'environnement local et l'action. Elles ont été dirigées par CIVICUS et par l'ICNL, et analysent dans quelle mesure l'environnement national est favorable au travail de la société civile. En particulier, les EENA explorent la capacité des groupes issus de la société civile pour se constituer, fonctionner, accéder aux ressources, exprimer librement leurs opinions, se rassembler pacifiquement et dialoguer avec leurs gouvernements pendant les processus de prise de décisions.

« Ce rapport de synthèse voit le jour au moment où l'espace de la société civile se réduit partout dans le monde, de la Bolivie au Cambodge, en passant par la Jordanie et l'Ouganda. » affirme Ine Van Severen, analyste en recherche et politiques chez CIVICUS. « Le portrait peint par les EENA met en évidence de grandes lacunes, et à différents niveaux, entre les aspirations et la réalité et entre les politiques et la pratique. »

D'après l'ICNL, depuis 2012, 161 lois restreignant l'espace de la société civile ont été approuvées dans le monde entier. Les EENA confirment cette tendance, et montrent que les lois et les règlements touchant les organisations de la société civile (CSO, par ses sigles en anglais) leur sont souvent défavorables malgré le langage favorable des constitutions. De même, il existe de grandes différences entre le but affiché des lois et leur mise en pratique réelle : de larges et vagues dispositions offrent aux autorités de grandes marges pour l'exercice arbitraire de leur pouvoir. Souvent, l'application des restrictions se fait en invoquant la protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou la prévention du terrorisme, mais elles finissent par rendre difficile la formation et le fonctionnement des OSC.

Fréquemment, les entraves proviennent des régimes légaux et normatifs incohérents qui n'ont pas su suivre le rythme du développement contemporain de la société civile. De plus, dans plusieurs cas, les OSC ne sont pas libres d'agir sans l'autorisation de l'État et doivent faire face de plus en plus à des restrictions concernant l'accès aux ressources internationales. Ces contraintes finissent par absorber l'énergie et les ressources de la société civile et par réduire sa capacité pour répondre de manière créative aux défis du quotidien.

« Tout au long de l'étude, les OSC n'ont pas manifesté le désir d'un environnement libre de lois et de réglementations. » a déclaré Margaret Scotti, conseillère juridique chez ICNL. « À la place, elle veut des lois et des réglementations qui reconnaissent le rôle important qu'elles jouent dans la société, et qui leur permettent de travailler de manière plus efficace. »

Ce rapport se termine par une demande de lois et de régulations prévisibles, gérables, transparentes et libres de toute ingérence politique. L'existence d'environnements juridiques favorables est nécessaire afin de contribuer à assurer que les OSC puissent jouer une grande diversité de rôle, y compris celui de partenaires des gouvernements et d'autres organismes dans le but de promouvoir le changement social.

Pour plus d'information, contactez :

**CIVICUS Media**

<mailto:media@civicus.org>

**Ine Van Severen**

Analyste en recherche et politiques

Tél: +27 11 833 5959 (extension 104)

Portable: +27 71 026 29 69

<mailto:ine.vanseveren@civicus.org>

***Notes de l'éditeur***

Les rapports nationaux constitués à partir des EENA sont disponibles sur [le site web de CIVICUS](#). Pour plus d'information sur les tendances dans les libertés civiques, vous pouvez vous rapporter au [Moniteur de la liberté civique](#) et aux [Ressources pour la liberté civique](#) de l'ICNL. Vous pouvez aussi recevoir des mises à jour du [Moniteur de CIVICUS](#).

Les EENA ont été financées par le gouvernement suédois à travers la Civic Initiative Space, laquelle a été mise en œuvre conjointement par ARTICLE 19, CIVICUS, l'ICNL et le World Movement for Democracy. Le gouvernement suédois ne partage pas forcément les opinions exprimées dans le projet des EENA. Les auteurs assument toute la responsabilité pour son contenu.